

Les Grands Lacs préoccupés par la situation financière et humanitaire au Burundi

PANA, 15 juin 2016 Bujumbura, Burundi (PANA) - L'«une des résolutions du 6^eme Sommet ordinaire des chefs d'Etat des pays membres de la Conférence internationale de paix dans la région des Grands Lacs (Cirgl), le 14 juin 2016, à Luanda, en Angola, insiste sur la nécessité de la reprise des aides financières et humanitaires de la communauté internationale qui s'estait désengagée du Burundi pour cause de crise politique déjà vieille de plus d'un an, a-t-on appris mercredi, de source diplomatique à Bujumbura

C'est le premier vice-président de la République, en charge des questions politiques, sécuritaires et administratives au gouvernement burundais, Gaston Sindimwo, qui avait représenté son pays au Sommet de Luanda sur la paix, la sécurité et la stabilité des Grands Lacs. Le plaidoyer du Sommet de Luanda vient conforter le gouvernement burundais qui fait face à de sérieuses difficultés socio-économiques depuis que les aides financières de la communauté internationale ont été suspendues à un dialogue sincère avec l'opposition pour sortir le pays de la crise. Sur le plan sécuritaire, le Sommet a instruit le «Mécanisme conjoint de vérification élargi» (Mcve) de «procéder à la vérification de l'identité et des intentions de ressortissants burundais arrivés et détenus en République démocratique du Congo (RDC) et à établir un rapport consensuel dans un délai de 60 jours». Les ressortissants burundais en question sont de jeunes ressortissants avoir reçu une formation paramilitaire dans des camps de réfugiés au Rwanda voisin pour revenir stabiliser le pays d'origine, en transitant par la RDC, selon des enquêteurs des Nations Unies qui ont été vite accusés par les autorités rwandaises. Le Sommet de Luanda a, par ailleurs, salué la reprise du dialogue inter-burundais, sous la houlette de la Communauté Est-africaine et encouragé le gouvernement du Burundi et les partis d'opposition à s'engager pleinement à ce dialogue. Le Sommet a enfin recommandé que le facilitateur dans la crise au Burundi et ancien chef d'Etat tanzanien, Benjamin Mkapa soit invité aux prochaines réunions ordinaires du Comité interministériel régional afin qu'il tienne informés les Etats membres sur les progrès du dialogue inter-burundais. Un nouveau Secrétaire exécutif de la Cirgl, le Kenyan Zachary Muburi-Muita, un ancien chef du bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine (UA), a été nommé par le Sommet, en remplacement du sortant congolais, Ntumba Luaba, pour un mandat de quatre ans. M. Muburi-Muita jouit encore d'une expérience diplomatique internationale pour avoir été le Représentant permanent de son pays auprès des Nations Unies, à New York, puis vice-président de l'Assemblée des Etats parties au «Statut de Rome» de la Cour pénale internationale. Les éléments biographiques du nouveau Secrétaire exécutif de la Cirgl indiquent encore qu'en janvier 2010, il a été élu à «Président du Comité de haut niveau sur la coopération S de l'ONU. Le nouveau Secrétaire exécutif de la Cirgl hôte des situations sécuritaires et humanitaires préoccupantes fait des crises internes au niveau de certains Etats membres, surtout au Burundi, en RDC, en Centrafrique et au Soudan du Sud, comme le fait remarquer le Sommet de Luanda.